

La menace de Boko Haram sur l'Afrique de l'Ouest

La fragmentation du groupe terroriste en plusieurs factions proches d'Al-Qaïda ou de l'EI n'empêche pas ses projets d'expansion au-delà de la région du lac Tchad

MAIDUGURI (NIGERIA) - envoyé spécial

Celui qui dit "le conflit est fini" ment. Boko Haram est loin d'être mort. Dans son fastueux bureau, au premier étage d'une grande villa surprotégée de Maiduguri, Kashim Shettima, le gouverneur de l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigeria, ne peut que contredire l'armée et le chef de l'Etat. Ceux-ci ont annoncé à plusieurs reprises avoir « *défait techniquement* » le groupe terroriste qui, en 2009, après l'assassinat de son fondateur, Mohamed Yusuf, par les forces de sécurité, avait lancé depuis cette même ville son djihad meurtrier.

Le gouverneur Shettima se montre préoccupé à la lecture d'un rapport confidentiel recensant la longue liste des derniers « *incidents* » – au moins un par semaine. La « *saison* » des attentats-suicides, interrompue entre septembre et janvier, a en effet repris de plus belle à Maiduguri, même si le nombre de victimes est en diminution. Les forces de sécurité viennent de démanteler deux unités de fabrication d'explosifs en plein centre-ville, ce qui ravive la crainte d'attentats de grande ampleur.

Maiduguri fait toujours figure de citadelle assiégée dans cette région dévastée par la mort de plus de 20 000 personnes et qui compte plus de 2,6 millions de déplacés depuis le début du conflit. Dans le territoire de cet Etat grand comme deux fois la Belgique, frontalier du Tchad, du Cameroun et du Niger, de nombreux espaces échappent toujours au contrôle de l'armée. Les djihadistes continuent de se déplacer, de se ravitailler, de s'introduire dans les réseaux économiques et d'opérer militairement.

Si Boko Haram a pu sembler affaibli, c'est parce qu'il a éclaté en plusieurs factions. Le mouvement djihadiste, dépourvu de commandement central, se divise désormais en deux ou trois groupes. Selon plusieurs sources, ces factions discuteraient depuis mars d'une éventuelle réunification sous la houlette d'un certain Mamman Nur.

SAVOIR-FAIRE LOGISTIQUE

On sait peu de chose sur ce stratège à qui l'on attribue la préparation de l'attentat de 2011 contre le siège de l'Organisation des Nations unies (23 morts) à Abuja, la capitale nigérienne, ou encore les dernières attaques d'ampleur à Bosso, dans la région de Diffa, dans le sud-est du Niger, en juin 2016 (26 morts parmi les forces de sécurité nigériennes et 55 côté insurgés). Son savoir-faire logistique et son entre-

gent dans la nébuleuse djihadiste africaine ont façonné sa réputation, de Kidal

(Mali) à Mogadiscio (Somalie) en passant par Khartoum (Soudan).

Dans le Borno, militaires et miliciens volontaires engagés dans la lutte contre le terrorisme parlent d'une « *faction Nur* ». Même si, dans les faits, cette entité de Boko Haram n'est autre que la « *Province ouest-africaine* » de l'organisation Etat islamique

(EI), dont Abou Moussab Al-Barnaoui – que certains présentent comme l'un des fils de Mohamed Yusuf – a été désigné wali (« *gouverneur* ») en août 2016.

A des milliers de kilomètres du Nigeria, le « *calife* » de l'EI, Abou Bakr Al-Baghdadi, a en effet fini par écarter l'ingérable Abubakar Shekau, chef de Boko Haram depuis 2009. Les discours décousus – et peu orthodoxes d'un point de vue religieux – de l'« *imam* »

Shekau, ses massacres de musulmans et son recours aux enfants « *kamikazes* » auraient contribué à faire de lui un paria de l'EI.

Affaibli, la « *faction Shekau* » reste néanmoins active dans le nord-est du Nigeria. Ce groupe a relâché, en mai, 82 lycéennes enlevées à Chibok trois ans plus tôt en échange de la libération de quelques combattants emprisonnés et de fortes sommes versées par des négociateurs occidentaux. Shekau et ses lieutenants, principalement issus de l'ethnie kanouri, continuent d'opérer dans une portion orientale de la forêt de Sambisa, où ses moudjahidin affrontent l'armée.

Les hommes de Shekau restent présents dans les environs de Maiduguri et, surtout, dans la zone frontalière stratégique avec le Cameroun. Dans ce pays voisin, entré en guerre contre Boko Haram en 2014, la « *faction Shekau* » dispose toujours de relais et probablement de bases logistiques dans les environs de Kolofata, une région fréquemment ensablée par des attentats.

Un peu plus au nord, dans le triangle frontalier entre le Tchad, le Cameroun et le Nigeria, ce serait Bana Blachera, ancien contrebandier devenu un cacique de Boko Haram, qui régnerait sur les routes et les pistes qu'il connaît par cœur. Un temps pressenti pour succéder à Shekau, il disposerait d'une certaine autonomie.

« UN TEMPS D'AVANCE »

En habiles stratèges, Mamman Nur et Abou Moussab Al-Barnaoui, eux, maintiennent une présence dans la partie ouest de la forêt de Sambisa et des alentours tout en continuant de s'ancreur sur le lac Tchad, leur nouveau sanctuaire, à cheval sur quatre Etats.

Ils ont attiré quelques djihadistes ouest-africains, revenus notamment de Libye, avec armes et bagages ; ils organisent les entraînements sur les îles du lac et tentent de nouer des accords avec des groupes de la mouvance Al-Qaïda pour le partage de routes de trafics d'armes, selon plusieurs

rapports de services sécuritaires de la région consultés par *Le Monde*.

**AU SUD DU LAC TCHAD,
LA FACTION AFFILIÉE
À L'EI TESTE
UNE STRATÉGIE PLUS
« SOFT » À L'ÉGARD
DES POPULATIONS,
DÉLAISSÉES PAR LES
ÉTATS ET PERSÉCUTÉES
PAR LES ARMÉES**

Bien qu'affiliés à l'EI, Mamman Nur et Abou Moussab Al-Barnaoui n'ont jamais rompu le lien avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et ses satellites. Selon plusieurs sources concordantes, des émissaires ont également pris contact avec des milices et des groupes djihadistes comme Ansarul Islam, qui sévit depuis fin 2016 dans le nord du Burkina Faso. Comme pour essayer de donner du sens à l'expression « *province* » employée par l'EI, et ainsi étendre leur influence au-delà du bassin du lac Tchad, dans l'espoir d'agréger des groupes, de la Mauritanie à la Centrafrique.

« *On observe une nouvelle dynamique suprarégionale assez claire, ces derniers mois, qui pourrait se concrétiser dans le nord de la Centrafrique, en Libye et au Burkina Faso. La faction Nur-Barnaoui fait des efforts pour intégrer d'autres mouvements djihadistes à la Province ouest-africaine de l'EI, voire pour structurer de nouveaux groupes armés, dit Yan St-Pierre, spécialiste du contre-terrorisme pour le cabinet Modern Security Consulting Group (Mosecon), en Allemagne. En prenant son temps, la "Province ouest-africaine" de l'EI a tissé sa toile au-delà de sa zone "naturelle" d'action et a patiemment mené son insertion dans les dynamiques djihadistes régionales.* »

Boko Haram, au départ une secte islamiste fondée en 2002, a d'abord mué en un groupe djihadiste animé par des revendications locales avant de devenir, en 2015, la branche ouest-africaine de l'EI et de tenter d'étendre ses actions dans les pays frontaliers du nord-est du Nigeria. Désormais, ses ambitions d'expansion porteraient sur toute l'Afrique de l'Ouest. « *La réponse des Etats de la région ne couvre pas les zones de crise qui se trouvent hors du bassin du lac Tchad. Donc Boko Haram a une fois encore un temps d'avance* », constate un analyste camerounais.

D'autant que le duo formé par Mamman Nur et Abou Moussab Al-Barnaoui teste

dans le même temps une nouvelle stratégie plus « soft » à l'égard des populations délaissées par les États, persécutées par les armées et abandonnées par des leaders traditionnels et religieux.

« Ça semble marcher dans la région du lac, où les habitants, qui ont tant souffert, sont sensibles à ce qu'ils perçoivent comme un effort. Et on sent qu'ils sont moins enclins à collaborer avec nous », remarque un membre des milices volontaires d'autodé-

fense intégré aux services de renseignement nigériens.

En rupture avec la brutalité aveugle de Shekau, la branche affiliée à l'EI prend soin d'épargner les villages des rives sud du lac Tchad, qui sont parfois prévenus des attaques. Ils offrent aussi des vivres, des médicaments saisis lors de razzias et diffusent une version moins sanguinaire du salafisme djihadiste. Tout en éprouvant leur capacité militaire, avec un certain succès, lors

d'opérations contre les forces armées de la région, coalisées depuis bientôt deux ans au sein d'une force multinationale mixte dépourvue de budget, mal équipée et minée par les querelles politiques et les rivalités de commandement.

« Ce Boko Haram-là est bien plus dangereux, car il est en train de tout faire pour s'attirer la sympathie des populations », conclut Kashim Shettima, le gouverneur de Borno. ■

JOAN TILOUINI

Au Tchad, sur les traces de repentis de la secte djihadiste

Le village de Koulikimé accueille près de 300 anciennes « recrues » de Boko Haram, dont beaucoup ont été enlevées pour partir au combat

REPORTAGE

KOULIKIMÉ (TCHAD) :

envoyée spéciale

Moussa Kadi est un repentis de Boko Haram. Mais à Koulikimé, on l'appelle un « rendu » : il fait partie des hommes que le groupe terroriste avait emporté dans son projet meurtrier. Le jeune homme au visage marqué des longues entailles, typiques du peuple buduma, est rentré il y a six mois, après deux ans passés entre le Cameroun et le Nigeria « à faire le djihad ». Il vit aujourd'hui dans ce camp de déplacés où sa famille a trouvé refuge après avoir fui les violences du mouvement islamiste.

Maloum Abakar Boucarimi, le chef du camp, assume ce pardon offert à Moussa et à quelque 280 autres « rendus ». « Ce sont nos parents, ils ont été trompés, endoctrinés. Ce sont des victimes », répète-t-il à l'ombre du grand aca-

Il est difficile de savoir ce qui a motivé cette réintégration, au-delà du choix du préfet de Baga Sola, qui, après les avoir gardés pendant trois mois dans le lycée inoccupé de la ville, a préféré les renvoyer. Baga Sola est l'un des chefs-lieux administratifs de la région du lac. La ville, ciblée en 2015 de plusieurs attaques suicides, héberge aujourd'hui d'importants contingents militaires.

« Ils ont tous été interrogés par les services de renseignement, puis ils ont été remis au représentant de l'Etat, c'est-à-dire moi », explique Di Mouya Souatebe. Je les ai nourris, habillés, hébergés. Nous avons considéré qu'ils n'étaient pas dangereux, alors nous avons demandé aux chefs de village de les accueillir. » Bien sûr, s'empresse d'ajouter le préfet, il en va autrement pour « ceux qui sont arrêtés sur le champ de bataille » : « Ceux-là, on les envoie directement à Koro Toro [un bague situé en plein désert] avant de les ju-

meilleurs. Nous avons pillé des villages, attaqué des bases militaires pour récupérer des armes, nous avons même conquis de grandes villes », se souvient-il en citant les noms de Doro Naira et de Baga. La prise de Baga, en janvier 2015, reste le pire massacre attribué à Boko Haram.

« J'ai tué beaucoup de personnes. Combien ? Je ne sais pas. C'était mon destin. J'aurais dû avoir la force de refuser mais je n'ai pas pu », poursuit-il en levant ses yeux jusqu'alors fixés sur le sol, comme pour chercher un signe de compréhension. Moussa parle aussi de ces heures passées à réciter le Coran, de ce nouvel ordre promis par Boko Haram, où « les fonctionnaires n'auraient plus le pouvoir de distribuer des amendes parce qu'on a abattu un arbre ou parce qu'on pêche avec un mauvais filet », où il ne subirait plus « la corruption ».

« J'ai presque failli y croire », reconnaît-il. Jusqu'au soir où il dé-

cia autour duquel les hommes se rassemblent pour discuter. Les déplacés de Koulikimé vivaient sur des îles près de la frontière avec le Nigeria. Leurs villages ont été brûlés, leurs animaux volés. Et les hommes ont été enlevés pour devenir les soldats du califat proclamé par le leader de Boko Haram, Abubakar Shekau, en 2014. Des femmes et des enfants, aussi, ont disparu pour être réduits, au mieux, à la domesticité dans les territoires conquis pour ce nouveau royaume.

Sur la rive nord du lac, Koulikimé est à une journée de marche de leur ancien village, mais à un kilomètre seulement d'un poste militaire, pour « être en sécurité ». Dans la région du lac Tchad, 130 000 personnes ont dû quitter les îles et attendent dans des camps le retour à la paix. Elles dépendent de l'assistance humanitaire et de la solidarité des communautés environnantes pour subvenir à leurs besoins.

ger. » Au total, plus de 1200 membres de Boko Haram sont venus se rendre aux autorités tchadiennes au cours des derniers mois.

Entre les cases de paille de maïs qui servent d'abri aux déplacés, Moussa Kadi traîne sa longue silhouette drapée d'un boubou bleu ciel comme s'il ne savait où aller pour échapper à sa triste notoriété : « Il est le premier qui est rentré », lance le chef Boucarimi en le montrant du doigt pour qu'il vienne témoigner.

« J'ai presque failli y croire »

A l'écart du groupe, l'homme de 24 ans parle d'une voix enfantine qui tranche avec le récit de ses atrocités. Enlevé avec « plusieurs centaines d'autres », il a d'abord passé six mois au Cameroun avant de rejoindre l'Etat de Borno, au Nigeria, où est né Boko Haram. Comme il était hon soldat, son chef – un Nigérien – lui a rapidement confié un bataillon avec des armes. « J'étais parmi les

cide de s'enfuir avec sept soldats et une femme. « Nous avons marché toute la nuit. J'avais une bombe et un fusil. Le matin, nous avons franchi la frontière et nous sommes allés nous rendre. »

Depuis son arrivée à Koulikimé, Moussa a repris contact par téléphone avec ses compagnons d'infortune. « Je leur dis que j'étais sain et sauf et qu'ils pouvaient rentrer. » Il affirme en avoir fait revenir 120. Pour l'instant, c'est ainsi qu'il occupe sa vie. Son avenir ? Il n'en sait rien. Au milieu des déplacés, il dit « tenir le coup, être calme ». Mais, surtout, ce qu'il veut qu'on sache, c'est qu'il a faim. Les « rendus » sont à la charge de leur communauté. S'ils peuvent participer aux consultations de soutien psychologique organisées par Médecins sans frontières pour les déplacés, ils n'ont en revanche pas encore accès à l'aide alimentaire. ■

LAURENCE CARAMBE